

L'agriculture française : une diva à réveiller ? Jean-Marie Séronie

10 décembre 2014

L'auteur de cet ouvrage paru récemment, ingénieur agronome et expert comptable, a eu des activités professionnelles fort variées, mais toujours dans le champ du conseil et de l'accompagnement des agriculteurs. Il a souhaité, en écrivant cet essai, rassembler et ordonner ses expériences, proposer quelques idées et ainsi contribuer aux débats sur l'avenir de l'agriculture française.



Pour lui, notre agriculture est, comme certaines divas d'opéra, pleine de talents et de réussites, d'exigences et d'ambitions, mais après avoir été admirée et flattée dans le passé, elle risque aujourd'hui de se trouver « déconnectée de la réalité économique » et de « sombrer dans la dépression » (partie 1). La diva eut de brillantes performances, pendant plusieurs décennies, grâce à la conjonction de quatre facteurs : un milieu naturel aux grandes potentialités ; la recherche agronomique et le progrès génétique ; le savoir-faire et l'implication des agriculteurs ; les politiques agricoles mises en œuvre. Or, nous serions à la fin de cette période faste, perdant des places face à nos concurrents, d'où ce « manque de confiance », ce discours permanent de crise, cette « peur de l'avenir » de la part d'agriculteurs qui se sentent marginalisés, remis en cause dans leurs pratiques, et qui savent que leur métier va encore profondément changer.

Selon l'auteur, la reconquête nécessitera de relever cinq défis (partie 2). Tout d'abord, celui de la mondialisation, de l'alignement sur les marchés internationaux, de la financiarisation et de l'accélération du rythme des échanges économiques. Ensuite, celui du passage à une « entreprise agricole flexible », résistante, managée de façon stratégique et innovante. Troisièmement, il faudra « accepter des horizons agricoles » de plus en plus variés : apporteurs externes de capitaux, recours au salariat, gestion déléguée d'exploitation, etc. Le quatrième défi sera de concilier adaptation au marché et gouvernance territoriale, et de moderniser les structures de gestion, de représentation et de conseil. Enfin, J.-M. Séronie rappelle qu'il faudra gérer les contradictions découlant de la complexité croissante de notre société et des injonctions paradoxales adressées à l'agriculture : réconcilier quantité et qualité, productivité et environnement, nature et technologie, industriels et locavores.

Pour relever ces défis, il faudra, d'après l'auteur, engager des actions énergiques et soutenues dans deux grands domaines (partie 3). En premier lieu, il conviendra de généraliser le modèle du « chef d'entreprise agricole autonome » : spécialisation des compétences, gestion des risques, flexibilité statutaire, stratégies locales d'alliance,

externalisation de certaines tâches, diversification des activités, mais aussi réduction du suréquipement et prise de distance avec la logique patrimoniale. En second lieu, il sera nécessaire de s'affranchir de la conception dominante héritée des années 1960, donc de se libérer du modèle « d'exploitation agricole familiale » en modifiant la fiscalité (actuellement « trop favorable aux immobilisations »), en promouvant un nouveau « régime d'impôt sur les sociétés agricoles », en rendant le bail « véritablement cessible de droit comme le sont les baux commerciaux », en favorisant une nouvelle gouvernance territoriale de l'agriculture.

En conclusion, l'auteur procède à quelques comparaisons internationales, et le bon état de santé des agricultures danoise et allemande l'amène à penser que leur modèle pourrait, demain, inspirer la France, à condition « d'accepter la réalité », « d'avoir confiance », de changer le « regard que les agriculteurs portent sur eux-mêmes », et de considérer que le « nombre d'agriculteurs » est moins important que leur puissance économique.

Bruno Hérault, Centre d'études et de prospective

Source : [Éditions QUAE](#)